

« La dégradation de l'environnement devient une force inflationniste qui ne peut plus être négligée »

CHRONIQUE



Stéphane Foucart

Des travaux toujours plus précis permettent d'évaluer les effets du réchauffement et de l'effondrement de la biodiversité sur la stabilité des prix, dont la Banque centrale européenne est garante. L'occasion de mettre la défense de l'environnement au cœur de sa politique, estime Stéphane Foucart, journaliste au « Monde », dans sa chronique.

Publié hier à 06h00

Lecture 3 min.

Offrir l'article

Article réservé aux abonnés

C

es deux

dernières années, le retour de la guerre en Europe et l'envolée de

l'inflation qui s'en est suivie ont été les principaux ferments du **recul historique des ambitions écologiques de la Commission européenne et des Etats membres**. Plus que la colère des agriculteurs, la crainte de voir le maintien ou le renforcement des normes environnementales accroître les tensions inflationnistes a sans doute joué un rôle majeur dans le profond et méticuleux détricotage du pacte vert européen. On le comprend sans mal : toute contrainte sur l'industrie et sur l'agriculture, ou, de manière générale, sur l'empreinte carbone de l'appareil productif, induit des coûts d'adaptation et de transformation, qui peuvent élever le « coût de la vie ».

Lire le décryptage | Pacte vert européen : après des avancées décisives, de nombreux textes au point mort

Ce risque d'inflation doit être mis en regard d'une autre source, bien plus angoissante, d'élévation des prix : le réchauffement. C'est le sens d'une étude récente publiée dans ***Communications Earth & Environment*** et conduite par des chercheurs de l'Institut de recherche de Potsdam sur les effets du changement climatique (PIK) et deux économistes de la Banque centrale européenne (BCE). **Les auteurs ont analysé les fluctuations, enregistrées entre 1996 et 2021, de 27 000 prix à la consommation dans plus de 120 pays et les ont croisées avec les données climatiques. Les liens entre les prix et les manifestations du réchauffement qu'ils mettent au jour indiquent que la dégradation de l'environnement devient une force inflationniste qui ne peut plus être négligée.**

Une sorte de troc

En extrapolant leurs résultats à la décennie à venir, **Maximilian Kotz** (PIK, université de Potsdam) et ses coauteurs indiquent que **le réchauffement pourrait provoquer l'élévation des prix à la consommation de 0,3 à 1,2 point de pourcentage annuel au niveau mondial d'ici à 2035**. Au même horizon et pour ce qui est des denrées alimentaires, l'inflation pourrait grimper de 1 à 3,2 points de pourcentage par an. Cet impact plus fort sur la composante

alimentaire des prix est cohérent, notent les auteurs, avec la difficulté à maintenir l'offre de matières premières agricoles dans des conditions météorologiques rendues de plus en plus défavorables.

Lire aussi | [Elections européennes : donner un nouveau souffle à la conscience écologique](#)

Sans trop nous en être rendu compte, nous serions donc entrés dans une période où les pressions inflationnistes liées à la dégradation de l'environnement se superposent aux causes canoniques de l'inflation (la guerre et ses profiteurs, l'excès de masse monétaire en circulation, les chocs pétroliers, etc.). En sacrifiant leurs ambitions écologiques, les dirigeants européens opèrent donc, en réalité, une sorte de troc. D'un côté, ils se prémunissent contre l'inflation possiblement liée à des politiques environnementales fortes, mais cette inflation est à la fois construite et consentie, conjoncturelle et réversible. De l'autre, ils consentent à la crise écologique, donc à laisser filer une hausse des prix à la fois systémique et subie, inertielle et largement irréversible.

Il n'est pas anodin que deux économistes de la BCE comptent au nombre des auteurs de ces travaux. La toute première mission du banquier central européen est en effet le maintien de la stabilité des prix : de manière indirecte, la BCE doit donc avoir pour mission de mettre sa politique monétaire au service de la protection de l'environnement, puisque la destruction de celui-ci est facteur d'inflation. Des réflexions sont certes engagées depuis plusieurs années sur le rôle et sur les marges d'action de la BCE en la matière, mais elles n'ont, jusqu'à présent, guère abouti.

Lire aussi la tribune | [« La Banque centrale européenne a déjà, de fait, un mandat environnemental »](#)

Les appels de la société civile, d'économistes et du monde politique se multiplient, ces derniers mois, pour que l'action de la BCE soit repensée à l'aune de la question climatique. « *Il y a une première chose qui me semble caduque : on ne peut pas avoir une politique monétaire dont le seul objectif est un objectif d'inflation, qui plus est dans un environnement économique où la décarbonation est un facteur d'augmentation des prix structurels*, a déclaré le président Emmanuel Macron, dans son discours du 25 avril sur l'Europe. Nous devons lever le débat théorique et politique de savoir comment intégrer dans les objectifs de la Banque centrale européenne au moins un objectif de croissance, voire un objectif de décarbonation, en tout cas de climat pour nos économies. »

Pas une lubie d'économistes

Ce *reductio ad climaticum* est un autre écueil. Certes, décarboner les économies pèsera sur l'inflation, et laisser dériver le réchauffement sera aussi un facteur de hausse des prix. Mais il y a un autre éléphant dans la pièce : l'effondrement de la biodiversité. S'il passe encore largement sous le seuil de visibilité des décideurs, ce phénomène devrait être lui aussi au centre des missions de la BCE, car, comme le réchauffement, il menace la stabilité des prix alimentaires.

Lire aussi | [« Il convient d'élargir, dans un cadre rigoureux, le champ des missions de la BCE à l'atténuation climatique »](#)

En décembre 2022, des chercheurs de l'université Harvard (Etats-Unis) l'ont montré dans une étude publiée par la revue *Environmental Health Perspectives* et passée relativement inaperçue. La chute d'abondance des insectes pollinisateurs, détruits à grande échelle par l'agriculture dominante, réduirait d'ores et déjà d'environ 5 % par an la production mondiale de fruits, de fruits à coque et de légumes. Des pertes de production qui, elles aussi, contribuent à augmenter les prix de ces denrées et, ainsi, à réduire leur part dans l'alimentation de dizaines de millions de personnes dans le monde. Pour

achever de convaincre que la stabilité des prix de ces aliments n'est pas qu'une lubie d'économistes, les chercheurs avaient traduit cette baisse de consommation en excès de mortalité : environ 400 000 morts par an dans le monde. En faut-il plus pour convaincre les banquiers centraux que non seulement le climat, mais aussi la biodiversité, devraient être au cœur de leurs préoccupations ?